



DANS CE NUMÉRO:
LOCK-OUT CHEZ D-J COMPOSITES
 >> PAGE 2
UN ACCUEIL FAVORABLE POUR LES
SUBVENTIONS DANS L'INDUSTRIE DE
L'AUTOMOBILE >> PAGE 3
LES MEMBRES REDONNENT À LA
COMMUNAUTÉ
 >> PAGE 4



VOLUME 5, NO.1

WWW.UNIFOR.ORG

19 JANVIER 2017

uniforum



Des membres d'Unifor participent à la journée d'action des travailleurs maritimes pour s'opposer à la privatisation des infrastructures fédérales.

Des manifestations contre la privatisation réunissent plusieurs syndicats

Les diverses manifestations tenues à la grandeur du Canada ce mois-ci ont insufflé un élan à la lutte contre la privatisation des infrastructures fédérales.

Le 12 janvier, les membres d'Unifor se sont joints à l'International Longshore and Warehouse Union (ILWU) à l'occasion de la journée d'action des travailleuses et travailleurs maritimes. Cette journée-là, des marches ont été organisées à Vancouver, à Victoria, à Prince Rupert, à Montréal et à Toronto. Les participants protestaient contre la vente d'infrastructures fédérales, comme des voies ferrées, des aéroports et des ports, et d'autres recommandations découlant du rapport rédigé par David Emerson, ancien ministre conservateur.

Le rapport Emerson

La grève au Chronicle Herald dure depuis près d'un an

Le 23 janvier 2016, 61 employés de la salle de presse du Chronicle Herald ont déclenché la grève après que leur employeur leur a demandé d'innombrables concessions, dont une baisse salariale de 17 %.

Lors de rassemblements, les membres d'Unifor appuient les

>> Suite à la page 2

Entente conclue avec les techniciens et employés auxiliaires de Bell

Au bout de quatre mois et, surtout, de plusieurs journées intenses de négociation à Montréal, une entente de principe a été conclue afin de renouveler la convention collective des techniciens et employés auxiliaires de Bell.

« Nous sommes ravis d'avoir conclu une entente de principe, a déclaré Alain Portelance, le représentant national d'Unifor qui a présidé les pourparlers. Le

comité de négociation d'Unifor a accompli un excellent travail en gardant les besoins des membres au centre de ses préoccupations pendant toutes les négociations. »

Les détails de la nouvelle entente de principe seront dévoilés lors des assemblées de ratification qui se dérouleront au cours des prochaines semaines. Le contrat de travail touche les quelque 3 800 techniciens représentés par Unifor en Ontario et au Québec.

>> Suite à la page 3

>> Suite à la page 3

Programme d'éducation d'Unifor

Au Nouvel An, avez-vous pris la résolution de perfectionner vos compétences ou de renforcer votre section locale afin de relever les défis que présentent les lieux de travail d'aujourd'hui? Le cas échéant, ne manquez pas de consulter le calendrier du nouveau programme d'éducation d'Unifor pour le printemps 2017.

Offerts au Centre familial d'éducation d'Unifor à Port Elgin, en Ontario, les cours couvrent un large éventail de sujets, dont le militantisme, la santé et la sécurité, et le développement du leadership.

Pour connaître les cours offerts dans votre région ou à Port Elgin, allez à la page unifor.org/fr/services-aux-membres/education.

Dates importantes à retenir

Vous trouverez ci-dessous quelques dates importantes à inscrire à votre calendrier 2017. Unifor est votre syndicat, impliquez-vous!

Du **5 au 7 mai** – Conférence des travailleuses et travailleurs autochtones et de couleur, Port Elgin; du **12 au 14 mai** – Conférence sur la fierté, Port Elgin; du **23 au 25 juin** – Conférence nationale sur l'environnement, Port Elgin; du **15 au 17 août** – Forum sur le recrutement d'Unifor, Winnipeg; et du **18 au 20 août** – Conseil canadien, Winnipeg

Des précisions et des renseignements relatifs à l'inscription à ces événements vous seront communiqués prochainement. Visitez le site unifor.org pour obtenir l'information la plus récente.

Des travailleurs de l'aérospatiale sont mis en lock-out

Presque deux ans après l'expiration de la convention collective, la firme aérospatiale américaine D J Composites a mis en lock-out 33 membres d'Unifor à son usine de Gander, à Terre-Neuve-et-Labrador, quelques jours avant les fêtes.

Les membres de la section locale 597 avaient rejeté la demande de la firme, qui souhaitait geler leurs salaires de trois à cinq ans, et avaient voté en faveur d'un mandat de grève, tout en informant la firme qu'ils voulaient continuer à négocier. L'employeur a plutôt pris la décision précipitée de les mettre en lock-out.

Carolyn Wrice, présidente de la section locale 597 d'Unifor, a indiqué que les membres demeuraient déterminés et unis, bien que l'employeur ait tenté de les faire plier.

Le 12 janvier, Unifor a organisé un rassemblement pour les

membres, qui étaient touchés du soutien de la Newfoundland Association of Public Employees, du Syndicat canadien de la fonction publique – T. N. L., de l'Union des employés de la Défense nationale, de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, de la Fédération du travail de Terre-Neuve-et-Labrador, d'autres sections locales d'Unifor et de la population locale.

« L'appui dont nous bénéficions depuis le premier jour est incroyable, a déclaré Ignatious Oram, président du comité d'usine de la section locale 597. C'est ça, la solidarité! Nous demeurons forts, car nous savons que nous demandons une entente équitable, rien d'autre. »

Les travailleurs cherchent à conserver leurs avantages sociaux et demandent un salaire indexé au coût de la vie.

« L'offre de l'employeur ferait reculer nos membres, et



Lana Payne, directrice de la région de l'Atlantique, s'adresse à la foule rassemblée pour appuyer les membres d'Unifor chez D J Composites.

nous ne sommes pas prêts à revenir en arrière, a soutenu Lana Payne, directrice de la région de l'Atlantique. La section locale 597 sait qu'elle a l'appui des membres d'Unifor à la grandeur du pays, mais j'encourage toutes les sections locales à exprimer cette solidarité financièrement et par d'autres moyens.

Unifor a contacté un conciliateur afin de faire avancer les pourparlers.

>> Suite de "La grève au Chronicle..." sur la page 1

journalistes en grève en leur faisant des dons généreux et en annulant leur abonnement au journal, maintenant rédigé par des briseurs de grève.

« Cette grève se résume purement et simplement à de l'antisindicalisme, a affirmé Lana Payne, directrice de la région de l'Atlantique. Les membres d'Unifor font preuve d'une solidarité incroyable avec les employés du Herald qui défendent leur emploi syndiqué et le journalisme de qualité. Nous devons poursuivre notre bataille. »

Pour marquer ce triste anniversaire, les alliés des grévistes à la grandeur de la Nouvelle-Écosse sont en train de coordonner une journée de protestation. Le 23 janvier, le public est invité à se vêtir de noir, à se joindre aux piquets d'information dans toute la



Les membres d'Unifor font un don pour aider les employés en grève du Chronicle Herald.

province et à manifester son soutien sur les médias sociaux à l'aide du mot-clic #endCHstrike.

« Nous avons besoin que toute la population soit présente, tiennent des pancartes et exige que M. Lever négocie une entente équitable, a indiqué Mme Payne. Chaque jour de grève qui passe est un autre jour où ces journalistes qualifiés ne peuvent pas demander

des comptes au gouvernement ou informer le public. C'est aussi un autre jour où les antisindicalistes dans tout le pays croient qu'ils peuvent gagner. »

Pour obtenir des renseignements sur la journée de protestation du Halifax Typographical Union, allez à la page <http://htu-cwa.ca> (en anglais).

>> Suite de "Des manifestations" sur la page 1

recommande de privatiser les infrastructures cruciales plutôt que d'y investir des deniers publics afin qu'elles demeurent entre les mains du gouvernement et oriente la réflexion des libéraux de Trudeau quant à la modernisation des infrastructures fédérales à l'aide des profits de la vente d'actifs publics.

Au cours des consultations publiques tenues sur l'avenir de l'infrastructure de transport au Canada en 2016, Unifor a soutenu que la privatisation ne permettrait pas de réaliser des économies à long terme. Les études démontrent invariablement que la privatisation débouche sur une hausse des coûts pour les citoyens, une diminution des salaires et une dégradation de la surveillance publique et de la sécurité.

« L'industrie canadienne du transport est une source d'emplois durables et de qualité, a dit Jerry Dias, président national. Nous lutterons contre n'importe quel programme de privatisation qui fait passer les profits privés avant la sécurité publique et les emplois sûrs. »

Malgré les critiques, le plan dévoilé par le gouvernement fédéral en novembre donne un degré de priorité élevé à la propriété étrangère et mise grandement sur la nouvelle Banque de l'infrastructure du Canada, qu'Unifor qualifie de mécanisme de financement pour la privatisation.

Les partenaires d'Unifor au sein de l'ILWU ont lancé une campagne afin de s'opposer au rapport Emerson, notamment en raison du fait qu'il recommande de démanteler le « cabotage », c'est-à-dire le cadre juridique



Plusieurs syndicats se rallient lors d'une manifestation organisée le 12 janvier à Vancouver.

qui veille à ce que les travaux maritimes soient effectués par des travailleurs canadiens à bord de bâtiments canadiens au Canada. L'ILWU prétend que ce changement pourrait tuer 12 000 emplois de qualité à lui seul.

Les syndicats ne sont pas les seuls à être extrêmement sceptiques quant à la privatisation des infrastructures. L'inquiétude à l'égard de la privatisation est loin de se limiter à l'industrie fédérale du transport.

À Vancouver, le conseil municipal comme l'autorité aéroportuaire s'opposent publiquement à la privatisation de l'aéroport. Dans une lettre d'opinion adressée au Globe and Mail en décembre 2016, Calin Rovinescu, président et chef de la direction d'Air Canada, a exprimé son opposition à la privatisation des aéroports en expliquant qu'il était pratiquement garanti que les voyageurs verraient leurs coûts augmenter.

>> Suite de "Entente conclue avec les..." sur la page 1

Les membres seront informés de la date et du lieu des scrutins de ratification au moment de la confirmation des détails relatifs aux assemblées.

La convention collective des techniciens est venue à échéance le 30 novembre 2016, mais les négociations ont débuté le 15 septembre à Ottawa.

Après une pause en décembre, les négociations ont repris la semaine dernière à Montréal, après une intervention directe de Jerry Dias, président national d'Unifor.

La haute direction de Bell a communiqué directement avec M. Dias pour l'aviser qu'elle souhaitait poursuivre les discussions à la table de négociation. Lors de leur conférence téléphonique du 27 décembre, M. Dias et le comité de négociation ont convenu de suspendre la tenue d'un vote de

grève le temps que les dates des futures séances de négociations soient fixées.

Les pourparlers ont repris le 13 janvier, se sont poursuivis pendant le week-end et ont finalement abouti le 16 janvier au petit matin.

Après huit semaines de rencontre avec l'employeur et deux semaines de négociation sans relâche en présence d'un conciliateur, les préparatifs en vue d'un vote de grève ont commencé en décembre.

Le comité de négociation est composé des membres suivants : Jeff Brohman, section locale 34 0; Claude Brazeau, section locale 80; Ray Mortimer, section locale 26; Alain Paradis, section locale 8284; Alain Sévigny, section locale 8284; et Drew Wickens, section locale 53.

Accueil favorable pour les subventions de l'automobile

Une annonce faite récemment par les gouvernements fédéral et ontarien dénote qu'ils ont entendu ce qu'Unifor et d'autres acteurs leur ont dit pendant des années au sujet de la nécessité de convertir les prêts remboursables en subventions dans l'industrie de l'automobile.

« Il est satisfaisant de voir que les gouvernements fédéral et provincial reconnaissent l'importance de l'industrie de l'automobile afin de stimuler les emplois de qualité et les investissements dont nos régions ont grandement besoin, a affirmé Jerry Dias, président national. Que tous les ordres de gouvernement fassent preuve de leadership et collaborent à soutenir l'industrie de l'automobile témoigne d'une saine politique publique. »

En faisant l'annonce de l'aide apportée à une usine de Honda, le

ministre de l'Innovation Navdeep Bains a précisé que le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile offrirait dorénavant l'option « contributions sans aucune attente de remboursement ».

« Comme l'administration Trump devrait être très combative dans le dossier de l'automobile, il est plus important que jamais que le Canada établisse une politique claire et vigoureuse pour conserver les investissements qui sont faits dans l'industrie de l'automobile et en attirer de nouveaux », a indiqué M. Dias.

Unifor s'est fait garantir 1,5 milliard de dollars d'investissements au Canada par les trois fabricants d'automobiles de Detroit (Fiat Chrysler, Ford et GM) lors des négociations collectives 2016.



Les membres redonnent à la communauté

Pendant la période des fêtes 2016, les membres d'Unifor à la grandeur du pays ont donné généreusement des millions de dollars en espèces et en biens. Afin de renforcer et de soutenir leur communauté, d'innombrables membres ont soigneusement choisi des jouets, donné des denrées alimentaires et fait des dons pour aider les familles vivant dans la pauvreté. La campagne organisée par les sections locales 673 et 112 de l'unité de Bombardier Aérospatiale a permis à elle seule de recueillir des jouets d'une valeur totale de plus de 5 000 \$.

Pour que toutes les familles mangent à leur faim pendant les fêtes, la section locale 1 d'Unifor a donné 350 dindes, alors que les membres de la section locale

414 ont offert des camions pleins de denrées à Mississauga. À Victoria, en Colombie-Britannique, une contribution faite à l'église de la rue Mustard Seed a permis d'aider des sans-abri et des petits salariés. D'un océan à l'autre, les dons d'Unifor se sont traduits en dizaines de milliers de repas.

Les victimes de violence conjugale n'ont pas été en reste. La section locale 6004 a préparé des colis-surprises pour les femmes fréquentant le Sexual Assault Support Centre, alors que les membres du personnel de bureau d'Expertech en Ontario et au Québec ont donné une partie de leur règlement sur l'équité salariale à des refuges pour femmes de leur région.

En participant à des initiatives communautaires pendant les

DANS CE NUMÉRO Unifor participe à une journée d'action pour protester contre la privatisation des infrastructures fédérales. Manifestation de solidarité avec les travailleurs mis en lock-out à Terre-Neuve. Appui aux employés du Chronicle Herald et au journalisme de qualité. De nouvelles subventions gouvernementales encouragent l'investissement dans l'industrie de l'automobile et beaucoup plus!



Les membres de la section locale 414 livrent des dindes et d'autres denrées pour les repas des fêtes.

fêtes et le reste de l'année, notre syndicat fait une contribution importante : il redonne à la communauté et bâtit une société meilleure dans laquelle il fait bon vivre et travailler.

Y a-t-il des histoires dont vous aimeriez nous faire part? Si vous connaissez un membre ou une section locale d'Unifor qui fait une

différence dans sa communauté, racontez-nous son histoire en nous envoyant un courriel à l'adresse communications@unifor.org.

Allez à l'adresse www.facebook.com/UniforCanada pour voir d'autres photos des dons faits pendant les fêtes.